

**DÉCLARATION DU GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE,
DE L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE**

**Il y a une majorité absolue de députés PS-PCF-PG à l'Assemblée Nationale
Pour un gouvernement PS-PCF-PG sans représentants des partis bourgeois !**

En élisant une majorité absolue de députés du PS, du PCF et du PG (Parti de Gauche) à l'Assemblée Nationale, les travailleurs ont infligé une sévère défaite à l'UMP, le parti de Sarkozy ; ce dont les dirigeants de ce parti, les Fillon, Juppé ont dû convenir. Les travailleurs l'ont fait malgré la politique des dirigeants du PS qui avaient décidé de laisser plus de 60 circonscriptions à EELV (Europe Ecologie Les Verts) et quelques autres aux radicaux de gauche, formations politiques bourgeoises. Ils l'ont fait malgré la politique de « front républicain » de ces dirigeants allant jusqu'à appeler à voter UMP dans certaines circonscriptions sous prétexte de barrer la route au Front National.

La signification de ce vote est sans appel. Dans une situation où la crise du capitalisme s'aggrave chaque jour, où les plans de licenciements et de suppressions d'emplois tombent en avalanche (plus de 5000 à Air France, premier plan d'une longue série à venir), où le chômage s'étend, où les attaques contre le droit à la santé, à l'éducation se multiplient quand dans le même temps on donne dans toute l'Europe des dizaines de milliards aux banques, les travailleurs ont ainsi donné tous les moyens au PS et au PCF pour qu'ils prennent les mesures urgentes de défense des conditions d'existence du prolétariat et de la jeunesse. Dans cette situation, il faut exiger que cette majorité PS-PCF-PG se déclare souveraine, rompant ainsi avec les institutions réactionnaires de la V^e République et qu'elle nomme un gouvernement des seuls PS, PCF et PG, sans représentants des partis bourgeois (EELV, Radicaux, voire MODEM), responsable devant elle seule.

Un tel gouvernement, pour répondre aux aspirations des travailleurs devrait décider sans délai :

- l'abrogation de toutes les contre-réformes Sarkozy-Fillon (retraites, droit du travail, enseignement, hôpital public et Sécurité sociale, arsenal de lois répressives et anti-immigrés), le rétablissement des postes supprimés dans la fonction publique, à commencer par ceux supprimés au budget 2012
- le non paiement de la dette, produit des innombrables cadeaux aux capitalistes et banquiers
- la nationalisation sans indemnité ni rachat des banques, la constitution d'une banque unique d'Etat mettant le crédit au service de la production des biens permettant la satisfaction des besoins sociaux des masses
- l'annulation de tous les plans « sociaux » de licenciements ouverts ou déguisés
- l'augmentation générale des salaires pour compenser la perte de pouvoir d'achat accumulée depuis des années

Hollande et Ayrault en formant un gouvernement avec EELV (Duflot), les radicaux de gauche (Pinel), un gouvernement de défense du capitalisme, prennent le chemin strictement inverse. Ce gouvernement a annoncé sa volonté de payer rubis sur ongle la dette aux banquiers et de se soumettre au plan de « réduction des déficits » décidé par l'UE et particulièrement Merkel et Sarkozy.

Il a décidé de ne pas toucher à l'essentiel des contre-réformes Sarkozy. Il entend se saisir du rapport de la très réactionnaire Cour des Comptes pour annoncer une nouvelle série de mesures d'austérité au budget 2013 pour lequel il a déjà annoncé des milliers de suppressions de postes dans les ministères dits « non prioritaires » de la Fonction Publique.

C'est sur cette base qu'il a décidé de convoquer pour juillet une « conférence sociale » à laquelle il a convié directions syndicales et MEDEF. « *Réunir les conditions du redressement productif* », c'est-à-dire rétablir la « compétitivité » du capitalisme français, ce qui ne peut se faire qu'en augmentant d'une manière ou d'une autre l'exploitation de la force du travail ; « *assurer l'avenir des retraites et de la protection sociale* » c'est-à-dire préparer une nouvelle contre réforme des retraites, de nouvelles mesures contre la Sécurité sociale financée par le salaire différé, « *moderniser l'action publique avec ses agents* », c'est-à-dire remettre en cause le statut de la Fonction Publique – le terme même de Fonction Publique est banni ! - : ce sont là quelques-uns des « thèmes » proposés par le gouvernement pour cette conférence.

Les travailleurs connaissent ce langage qui ne diffère en rien de celui qui était utilisé par le gouvernement Sarkozy-Fillon pour mener toutes les attaques précédentes.

Les directions syndicales CGT, FO, FSU, dont la responsabilité est de combattre pour l'abrogation des contre-réformes Sarkozy-Fillon, le rétablissement des postes supprimés au budget 2012, l'engagement du maintien de tous les postes au budget 2013, doivent refuser de participer à cette Conférence sociale. Il faudra l'imposer aux dirigeants syndicaux puisque toute leur orientation présente va en sens contraire, à commencer par le fait qu'elles viennent d'entériner officiellement la contre-réforme des retraites de 2010 sous prétexte de la possibilité pour une petite minorité de travailleurs de partir à 60 ans. Les dirigeants syndicaux manifestent ainsi leur complète collaboration avec le gouvernement. En témoigne, par exemple, le communiqué de la Cgt du 11 juin sur la « Conférence sociale des 9 et 10/7/2012 » qui indique : « *La Cgt entend contribuer à la réflexion, à l'action, dans un esprit constructif [souligné par nous] et combatif pour que les revendications des salariés soient prises en compte, tant par le gouvernement que par les entreprises.* »

Combattre pour la non-participation des directions syndicales à la « Conférence sociale », c'est contribuer à l'expression politique de la contradiction entre le vote de classe qui vient de s'exprimer contre la bourgeoisie et ses partis et la politique de soumission aux exigences du capital financier du gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel.

Les militants regroupés autour du bulletin « *Combattre pour le Socialisme* » vous invitent à vous associer à ce combat, partie prenante du combat pour la construction d'un véritable Parti Ouvrier Révolutionnaire, d'une Internationale ouvrière Révolutionnaire.

Le 21 juin 2012